

Avis de confidentialité

[Soumission de traductions en langues non-officielles pour publication dans la base de données HUDOC de la Cour](#)

La Cour européenne des droits de l'homme et son greffe (la « Cour », « CEDH » ou « nous ») sont amenés à traiter des données à caractère personnel de personnes externes à la Cour qui soumettent des traductions en langues non officielles (« NOLs ») en vue de leur publication dans la base de données jurisprudentielles de la Cour («[HUDOC](#)»). Cet avis de confidentialité explicite le traitement des données à caractère personnel soumises par les personnes externes à la Cour qui soumettent leurs traductions.

1. Qui est le responsable du traitement des données ?

La Cour est « responsable du traitement » des données à caractère personnel des personnes externes à la Cour qui soumettent leurs traductions; ce qui implique qu'elle a compétence pour prendre toute décision relative aux différents traitements des données.

Le traitement de vos données à caractère personnel est régi par [le Règlement du Conseil de l'Europe sur la protection des données à caractère personnel](#) adopté par le Comité des Ministres le 15 juin 2022.

2. Quelles données traitons-nous et à quelles fins ?

Nous traitons les données à caractère personnel des personnes externes à la Cour proposant des traductions en langues non-officielles pour publication dans la base de données HUDOC. Toute proposition de publication est effectuée par courrier électronique ou par voie postale¹. Nous collectons les données personnelles suivantes : le(s) nom(s) et prénom(s), l'adresse e-mail, ainsi que le titre professionnel de la personne (fonctionnaire d'un gouvernement, avocat·e, chercheur·se, etc...). Ces données nous sont nécessaires pour vérifier l'identité du membre du public soumettant des traductions et pour communiquer avec cette personne.

Après réception de la demande, les échanges se poursuivent via courrier électronique, et ce pour préciser certains éléments et réceptionner la documentation. Nous encourageons les personnes à ne communiquer que les données demandées. Néanmoins, si d'autres données sont soumises lors de ces échanges, nous serons également amenés à les traiter.

3. Quelle est la base légale pour le traitement que nous faisons de vos données ?

Nous traitons vos données à caractère personnel sur la base des instruments juridiques et du règlement intérieur du Conseil de l'Europe en vue de mener les activités nécessaires à l'exécution du mandat de l'Organisation.

¹ Les traductions peuvent être transmises par voie postale sous les formats suivants : CD, DVD ou clé USB.

4. Qui a accès à vos données ?

L'ensemble des données à caractère personnel communiquées sont accessibles par le personnel de la CEDH impliqué dans la publication des textes officiels dans la base de données HUDOC.

D'autre part, du fait du caractère public des textes publiés dans la base de données HUDOC et des règles de reproduction, certaines de vos données à caractère personnel peuvent être visibles (nom(s), prénom(s) ou autre donnée présente dans les textes transmis par vos soins). La Cour ne modifie pas les traductions au format PDF, et toute donnée à caractère personnel indiquée dans les documents transmis sera visible sans possibilité de modification.

5. Comment vos données à caractère personnel sont-elles conservées ?

Vos données à caractère personnel seront conservées sous format électronique sur les serveurs du Conseil de l'Europe situés dans l'Union européenne. Nous avons mis en place des mesures de sécurité pour protéger vos données à caractère personnel contre la perte accidentelle, l'utilisation ou la consultation non autorisée, ainsi que la modification ou la divulgation. Ces mesures comprennent l'utilisation de serveurs cryptés, la limitation de l'accès à toutes les bases de données aux seules personnes qui en ont besoin et la sauvegarde sécurisée de toutes les données.

6. Combien de temps vos données seront-elles conservées ?

Les données d'identification publiées dans la base de données HUDOC (nom(s), prénom(s), etc.) seront visibles pour une durée illimitée à des fins de communication et d'archivage, et ce dans l'intérêt public.

Les données à caractère personnel non publiées dans la base de données seront conservées vingt ans après la date de dernier contact à des fins archivistiques dans l'intérêt public et à des fins de recherche historique, à moins que ne prévalent les intérêts ou les droits et libertés fondamentales des personnes concernées.

7. Quels sont vos droits en matière de protection des données ?

Vous avez le droit :

- de demander l'accès aux informations personnelles vous concernant que nous détenons ;
- de demander la rectification de données personnelles incomplètes ou inexactes vous concernant ;
- de demander l'effacement ou la suppression de vos données à caractère personnel lorsqu'il n'y a aucune raison valable de les conserver ;
- de vous opposer au traitement de vos données personnelles pour des raisons tenant à votre situation.

La CEDH peut, en fonction de la situation, limiter l'étendue de certains des droits précités en ce qui concerne les traitements de données effectués à des fins d'archivage dans l'intérêt public, à des fins de recherche historique ou à des fins statistiques, à des fins de protection de l'indépendance de la justice et pour préserver les droits et libertés de la personne concernée ou d'autrui.

8. Contacts

Si vous souhaitez exercer l'un des droits énoncés ci-dessus ou si vous avez la moindre question, inquiétude ou demande quant à la manière dont vos données sont recueillies et utilisées, veuillez contacter la Cour :

– en utilisant le formulaire de contact disponible au lien suivant : [EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS](#)

– en envoyant un courrier électronique au délégué à la protection des données du Conseil de l'Europe (dpo@coe.int).

Si vous estimez que nous n'avons pas répondu de manière satisfaisante à votre demande et considérez que vos droits en matière de protection des données ont été enfreints du fait du traitement de vos données à caractère personnel, vous pouvez déposer une réclamation auprès du Commissaire à la protection des données du Conseil de l'Europe par courrier électronique (datacommissioner@coe.int).